Changement climatique : le G20 doit affirmer son leadership

Partage international n° 346 – Juin 2017

par Teresa Ribera

Paris (France)

Au début de 2016, les Etats-Unis étaient en bonne position pour conduire la lutte mondiale contre le changement climatique. En tant que présidente du G20 pour 2017, la chancelière allemande Angela Merkel comptait sur les Etats-Unis pour aider à mener une transformation profonde de l'économie mondiale. Et même après l'élection de Donald Trump à la présidence, A. Merkel lui a accordé le bénéfice du doute, en espérant contre toute vraisemblance que les Etats-Unis pourraient encore jouer un rôle prépondérant dans la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Le changement d'orientation imposé par Donald Trump

Mais rien de concret n'est ressorti de la première rencontre en tête-à-tête entre A. Merkel et D. Trump, dont la communication non verbale n'incitait guère à l'optimisme quant aux perspectives de dialogue futur. Le slogan de D. Trump *« L'Amérique d'abord »* semble signifier *« L'Amérique en solitaire ».*

En annulant les mesures de réduction des émissions de CO_2 de son prédécesseur, D. Trump revient sur le nouveau modèle de gouvernance de coopération mondiale qu'incarnait l'accord de Paris sur le climat de 2015.

La position à contre-courant de D. Trump sur le changement climatique est de mauvais augure pour les citoyens américains – dont beaucoup se mobilisent aujourd'hui contre son administration – et pour le monde entier. Mais les autres pays ne cesseront pas pour autant de travailler sur des systèmes durables à faible émission en carbone. Les intervenants des secteurs public et privé du monde développé et en développement rendent la transformation économique à venir pratiquement inévitable, et ils ne modifieront pas leurs feuilles de route pour la seule raison que les Etats-Unis ont une nouvelle administration versatile. La Chine, l'Inde, l'Union européenne et la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine continuent d'adopter des systèmes à énergies renouvelables.

Tant que cette tendance perdurera, les entreprises, les autorités locales et les autres parties concernées continueront de poursuivre des stratégies à faible émission de carbone. Il ne fait pas de doute que la politique de D. Trump risque de générer des dangers et des coûts nouveaux à l'échelle nationale et internationale ; mais il ne réussira pas pour autant à prolonger l'ère des combustibles fossiles.

Néanmoins, une sortie effective des Etats-Unis de l'accord de Paris est une perspective menaçante. L'absence d'un acteur aussi important dans la lutte contre le changement climatique pourrait menacer l'avenir de nouvelles formes de multilatéralisme, même si elle a aussi pour effet de ranimer l'activisme climatique du fait du retournement de l'opinion publique mondiale contre les Etats-Unis en la matière.

Dans l'immédiat, du fait de l'administration Trump, de nouveaux et importants risques financiers entrent en ligne de compte qui pourraient mettre un frein à la dynamique de la lutte contre le changement climatique. Le budget présenté par Donald Trump imposerait des restrictions au financement fédéral de la recherche et du développement en matière d'énergies propres et de climatologie. De la même manière, ses récents décrets minimiseront les coûts financiers de l'empreinte carbone des entreprises américaines en modifiant le mode de calcul du *« coût social des émissions de carbone ».* Enfin, son administration a déjà exigé que le changement climatique ne soit pas mentionné dans une déclaration commune des ministres des Finances du G20.

Ce sont là des décisions peu judicieuses qui font courir des risques sérieux à l'économie américaine et à la stabilité mondiale, comme l'a souligné récemment le secrétaire général des Nations unies, António Guterres. Le système financier étasunien joue un rôle prépondérant dans l'économie mondiale et D. Trump veut nous ramener à l'époque où les investisseurs et le grand public ne tenaient pas compte des risques du changement climatique dans leurs décisions financières.

Depuis 2008, l'approche adoptée par les Etats-Unis et le G20 en matière de réglementation s'oriente vers davantage de transparence et une meilleure compréhension des risques systémiques encourus par le système financier mondial, particulièrement du fait du changement climatique et de notre dépendance aux combustibles fossiles. La mise au point de règles de transparence plus strictes et d'outils d'évaluation des risques plus fiables est devenue une priorité absolue pour le monde de la finance lui-même. La mise en œuvre de ces règles et outils de nouvelle génération peut accélérer la tendance générale au désinvestissement des combustibles fossiles et assurer une transition en douceur vers une économie verte plus durable, tout en générant un climat de confiance et de sécurité pour les investisseurs à long terme.

Vaincre les résistances des Etats-Unis

Etant donné l'augmentation des risques financiers liés au changement climatique, la résistance au décret de D. Trump visant à revenir sur les règles de transparence de Wall Street devrait devenir une priorité absolue. Le fait que Warren Buffet et la société de gestion d'actifs Black Rock aient lancé des mises en garde sur les risques encourus par les investissements du fait du changement climatique donne à penser que la bataille n'est pas encore perdue.

La création du G20 était une bonne idée, mais l'institution doit relever son plus grand défi. Il incombe à A. Merkel et aux autres dirigeants de vaincre les résistances des Etats-Unis (et de l'Arabie saoudite) et de garder le cap en matière de changement climatique. Ils peuvent compter sur le soutien certain des plus importants investisseurs institutionnels mondiaux, qui semblent reconnaître la nécessité d'un cadre transitoire d'autorégulation. Cette époque est difficile. Mais nous sommes en mesure de décider dans quel monde nous voulons vivre.

Auteur : Teresa Ribera, directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales depuis 2014, elle a occupé les fonctions de secrétaire d'Etat au Changement climatique dans le gouvernement espagnol de 2008 à 2011.
Sources : Project Syndicate
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue